

Accord UBS : le monde à l'envers

La dernière session a été marquée par le feuilleton à rebondissement de la validation par le parlement de l'accord UBS. Pour rappel, cet accord fixe les termes selon lesquels la Suisse s'engage à traiter une demande d'entraide administrative des Etats-Unis portant sur quelques 4450 clients de la banque. Les critères utilisés pour définir les cas concernés se basent sur une convention de double imposition encore en vigueur, mais datant d'avant la décision de la Suisse d'abolir la différence entre les cas de fraude - jusqu'ici seuls à justifier une transmission d'information - et les cas de soustraction fiscale. D'après le Conseil fédéral cependant, cette convention permet également de transmettre des informations dans les cas de soustraction continue de montants importants d'impôts. La validité de l'accord a par la suite été remise en cause par le Tribunal administratif fédéral, exigeant que le texte soit soumis au parlement.

Concrètement, il s'agissait donc de voter la levée du secret bancaire pour une série de cas de soustraction fiscale graves. A priori, dans un tel débat, les positions sont attendues : la gauche, opposée de longue date au secret bancaire, devrait soutenir une telle démarche, alors que le centre-droite et la droite dure, grands défenseurs des intérêts à court terme du secteur bancaire, devraient s'y opposer fermement. Eh bien c'est le contraire qui est arrivé : le monde à l'envers... Bien sûr, l'accord permet à l'UBS d'échapper à une procédure pénale américaine amplement méritée, qui lui aurait fait un tort considérable, affectant probablement par ricochet l'économie suisse. Mais ceci n'explique que partiellement les positions des différents partis. L'accord UBS a en effet été instrumentalisé à tel point que son contenu réel est par moment paru secondaire, noyé dans des marchandages indignes. Car, finalement, que venaient faire ici les questions des boni et des entreprises « too big to fail » ? Ne sont-elles pas assez importantes pour être traitées pour elles-mêmes, avec l'attention qu'elles méritent, dans le cadre d'un débat clair et loyal ? Une partie malheureusement croissante de la population a une piètre opinion de la politique. Les tractations confuses qui ont eu lieu, parfois jusqu'à l'absurde, autour de l'accord UBS l'auront probablement confortée dans ce sentiment.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Le Nouvelliste le 24 juin 2010